



Synthèse des discussions des panels (13 juin 2011)

Panel 2. «L'emploi et la justice sociale dans une économie qui se mondialise»

1. Le panel 2, organisé le 13 juin et animé par M. Andrew Walker, correspondant principal de la BBC pour les questions d'économie, a réuni les personnalités suivantes: M. Samir Radwan, ministre des Finances de la République arabe d'Égypte; M^{me} Louka Katseli, ministre du Travail et de la Sécurité sociale de la Grèce; M^{me} Sharan Burrow, Secrétaire générale de la Confédération syndicale internationale; M. Peter Clever, Directeur général de la Confédération des associations des employeurs d'Allemagne; M. Min Zhu, Conseiller spécial du Directeur général du FMI; et M^{me} Jayati Ghosh (Inde), professeur à l'Université Jawaharlal Nehru. Les participants ont discuté des mesures nécessaires pour mettre la croissance économique au service direct du travail décent. Ils ont en particulier tenté d'apporter des éléments de réponse aux deux questions suivantes: est-il possible de concilier une reprise qui est loin d'être généralisée, la croissance économique et une forte création d'emplois de qualité? Une gouvernance mondiale et des accords de coordination pourraient-ils accorder le même degré de priorité à la croissance économique et à l'expansion du travail décent?
2. Dans sa communication spéciale, M. Radwan a souligné l'importance de la justice sociale, tant pour faire face aux difficultés que connaît actuellement l'Égypte que pour répondre aux enjeux mondiaux, la question étant selon lui de savoir comment construire une société fondée sur l'égalité et la solidarité, une société attachée aux droits de l'homme et à la liberté de choix. Evoquant les mutations en cours dans son pays, il a plaidé en faveur d'une démocratie centrée sur la personne et incarnée par des politiques gouvernementales. Il a également expliqué comment le gouvernement égyptien s'est acquitté du délicat exercice consistant à mener de front des mesures de relance et une politique de stabilisation budgétaire, et comment la marge de manœuvre budgétaire pouvait être mise au service de la justice sociale. Il a rappelé que les responsables appelés à gérer la période de transition devraient s'attaquer aux problèmes qui ont été les principaux facteurs déclenchants de la révolution – la pauvreté, une croissance inégalement répartie, la mauvaise gouvernance, le chômage des jeunes, l'exclusion politique et la corruption. Le taux de croissance de l'Égypte est actuellement de 2 pour cent, alors qu'il avoisinait les 5,8 pour cent au début de l'année. La population a de très fortes attentes, et le taux de chômage est très élevé, surtout chez les jeunes. M. Radwan a toutefois reconnu que, à la différence de certains autres pays arabes, l'infrastructure économique de l'Égypte est restée intacte. Le budget adopté récemment répond aux attentes de la population et prouve également que la politique budgétaire peut être mise au service de la justice sociale. Il est prévu d'augmenter le salaire minimum, qui passerait ainsi de 700 à 1 200 livres par mois, et d'augmenter les dépenses d'investissement et de renforcement des capacités dans les secteurs de la santé publique, de

l'éducation et du logement bon marché pour les jeunes. L'intervenant a ajouté que son gouvernement prévoit le lancement de programmes à long terme pour aider les PME et encourager les investissements, tant nationaux qu'étrangers. M. Radwan a conclu son intervention en rappelant que l'Égypte est en train d'expérimenter un nouveau modèle qui place la justice sociale au cœur des politiques économiques et sociales, et en soulignant l'importance du soutien que la communauté internationale, en particulier le FMI et le G8, offre à son pays.

3. S'agissant de la question, fondamentale, posée par le modérateur – la reprise économique en cours se traduit-elle par une création d'emplois de qualité? – les participants ont été unanimes à reconnaître l'échec du modèle actuel de croissance et la nécessité d'un nouveau modèle de développement.
4. M. Zhu du FMI a souligné trois points clés. La reprise économique se poursuit, mais à un rythme très modéré (4,25 pour cent au niveau mondial) et ne débouche pas automatiquement sur une véritable création d'emplois. Des politiques actives du marché du travail, combinées à des politiques budgétaires ainsi qu'à une nouvelle manière de penser la création d'emplois, sont nécessaires pour répondre aux objectifs de l'emploi à long terme. Le FMI a déjà commencé à combiner les objectifs de croissance et d'emploi dans divers pays pilotes où il est intervenu après la crise, avec l'OIT et la CSI.
5. En ce qui concerne l'impact de la consolidation budgétaire en Grèce, M^{me} Katseli a mentionné les diverses mesures adoptées par les pouvoirs publics pour réduire le déficit, relancer la croissance économique et assurer le maintien des emplois et des prestations sociales. Elle a souligné que la Grèce, dans le cadre de la zone euro, ne dispose que d'un éventail très restreint d'options et d'outils pour faire face aux difficultés auxquelles elle est confrontée, et qu'il est très important de maintenir sa légitimité politique. Elle a fait observer que la charge imposée par les mesures d'austérité doit être partagée de manière équitable, moyennant un élargissement de l'assiette fiscale et une lutte contre l'évasion fiscale. La Grèce a reçu des fonds structurels de la Communauté européenne pour la formation en cours d'emploi, le maintien dans l'emploi et la création d'emplois, et un fonds spécial a été créé pour promouvoir l'entrepreneuriat social. Le taux de chômage a pu être maintenu à 16 pour cent, soit un niveau inférieur de 4 points de pourcentage à ce qu'il aurait été sans ces interventions. Les mécanismes de transferts sociaux ont été réaménagés de manière à diriger les prestations sociales vers les catégories qui connaissent les plus grandes difficultés. Ces mesures ont été prises dans le prolongement d'une politique d'austérité budgétaire d'une rigueur sans précédent, indispensable pour réduire le déficit public et redresser la situation financière et économique de la Grèce. L'intervenante a également abordé la question de la cohérence des politiques et la nécessité d'élaborer, avec les partenaires de la zone euro, des solutions réalistes axées sur le long terme.
6. M^{me} Sharan Burrow a reconnu avec M. Zhu que, faute de mesures en faveur de l'emploi des jeunes, la croissance mondiale est restée en berne. Elle a déclaré que, sans être opposée aux politiques d'assainissement budgétaire, la CSI ne s'attendait pas à ce que l'on passe des plans de relance aux mesures d'austérité. S'ils avaient su que l'argent des contribuables servirait exclusivement aux mesures de relance et au sauvetage du secteur financier sans que rien ne soit fait pour préserver les emplois et investir pour l'avenir, les membres de la CSI auraient adopté une tout autre position. L'intervenante a appelé de ses vœux un pacte pour l'emploi des jeunes mettant l'accent sur la formation et les stages, un socle de protection sociale pour les pays les moins avancés, davantage de négociations collectives et une reprise du dialogue social. La CSI est pour le dialogue, pour l'assainissement des finances publiques et pour l'emploi. M^{me} Burrow a ajouté que, portée par les marchés obligataires, la spéculation s'est accrue de 30 pour cent depuis le déclenchement de la crise financière. On peut dire que les gouvernements ont échoué puisqu'ils n'ont pas laissé les banques supporter les difficultés budgétaires dont les

contribuables font les frais. Pour l'intervenante, les gouvernements doivent aller à l'encontre des marchés obligataires et envisager des moyens de soutenir l'économie réelle.

7. Commentant la situation en Egypte et la manière dont le gouvernement espère répondre aux attentes de la jeunesse, M. Radwan a appelé à un véritable changement de paradigme et à l'adoption de décisions claires; il faut cesser de se payer de mots. Il soutient qu'il faut changer complètement le cap des politiques pour axer les priorités sur la création d'emplois et la croissance. Les petites et moyennes entreprises doivent être encouragées car, selon l'intervenant, elles pourraient être en mesure d'absorber la plus grande partie de la main-d'œuvre d'ici à 2020.
8. Concernant les perspectives des pays en développement en matière de croissance de l'emploi, M^{me} Jayati Ghosh a déclaré que, dans le cas de l'Inde, l'emploi dans le secteur formel avait reculé durant ce que l'on a appelé le «boum économique». Elle a ajouté que l'emploi décent doit rester le principal objectif et a fait observer qu'il est nécessaire de diminuer le pouvoir de la finance si l'on veut suivre d'autres stratégies. M^{me} Ghosh a rappelé que la moitié de la population mondiale vit toujours de l'agriculture, dans des conditions extrêmement précaires. A cet égard, il est nécessaire d'assurer la pérennité des petites exploitations. De plus, dans les pays en développement, il faut s'intéresser davantage à la croissance induite par la demande intérieure et cesser de se focaliser sur le seul PIB.
9. Pour M. Peter Clever, il ne faut pas que le coût des emplois créés soit supérieur à la valeur ajoutée. Les employeurs ne devraient pas être animés par le seul souci de maximiser à tout prix leurs profits, mais s'attacher à la formation et à l'éducation et tendre vers les mêmes objectifs que l'Etat. L'intervenant a souligné que les employeurs doivent penser au bien commun et chercher à établir la confiance – confiance entre les populations et les gouvernements et confiance entre les employeurs et les travailleurs.
10. S'agissant de l'assainissement budgétaire et du rôle de la finance, M. Zhu a rappelé que le FMI a souvent encouragé les pays à libéraliser leurs marchés financiers. Conscient des changements en cours dans le monde et de l'émergence de nouveaux marchés qui prennent une place importante sur la scène financière, l'intervenant a estimé qu'il faut étudier le rôle de la finance et réfléchir aux moyens de gérer les flux de capitaux sans perdre de vue que cela implique des risques. Il a appelé à instaurer d'urgence un nouveau cadre de croissance et à opérer un changement de paradigme.
11. M^{me} Katseli a ajouté qu'il est nécessaire d'adopter des règles communes pour régir les marchés financiers mondiaux, car aucun pays ne peut résoudre seul les problèmes qui se posent actuellement. Elle a déclaré qu'il faut agir de manière concertée et a invité les organisations internationales à s'intéresser aux réglementations financières, aux agences de notation et à l'évasion fiscale. Concernant le G20 et la gouvernance mondiale, M^{me} Katseli a regretté que l'on ait manqué, lors du déclenchement de la crise, l'occasion de créer une organisation financière internationale. Selon elle, l'adoption de normes Bâle III ne suffira pas à changer ou améliorer la situation actuelle; il faut une initiative d'ordre politique. Elle a souligné qu'il faut revoir à nouveau les mécanismes de dialogue tripartite et qu'il est important que les partenaires sociaux redéfinissent leur rôle respectif. M^{me} Burrow partage l'opinion de M^{me} Katseli et confirme son attachement au dialogue social.
12. Passant à la question de savoir comment la reprise pourrait créer les emplois tant attendus, M^{me} Ghosh a déclaré qu'en Inde, malgré une économie considérée comme florissante, l'accroissement du PIB – deux tiers dans le secteur des services qui, pour la moitié, sont des services financiers – n'entraîne pas de création d'emplois, principalement à cause d'un marché du travail informel encore trop vaste. M. Radwan a complété cette idée et présenté

en détail les modèles de croissance et d'emploi adoptés par l'Égypte, modèles qui n'ont donné aucun résultat malgré une économie en plein essor.

- 13.** Les participants ont ensuite soulevé la question de la croissance à tout prix par rapport à des emplois de qualité. M^{me} Katseli a estimé que la croissance rapide, indépendamment de son origine et de ses résultats, ne constituerait tout simplement qu'une prédiction autoproductrice et ne pourrait pas se concrétiser sans l'adoption de mesures d'incitation et de dissuasion adaptées pour l'investissement et la création d'emplois. M. Clever a ajouté que l'Allemagne avait réussi à préserver l'emploi et des salaires élevés. Il a cependant averti du risque d'une «surenchère à la baisse» et a demandé instamment aux entreprises de se développer pour améliorer leur offre de biens et services.
- 14.** M^{me} Burrow a défié M. Zhu sur les messages délivrés au niveau national en matière d'inégalité et d'emploi. Elle a indiqué la nécessité d'une formation intensive sur les nouveaux modèles économiques d'emploi et de justice sociale mentionnés par M. Radwan. Changeant d'approche quant au PIB, elle a suggéré que l'emploi et la protection sociale deviennent les indicateurs de risque au cœur de la politique macroéconomique, et a exprimé l'espoir que le dialogue avec l'OIT ouvre la voie vers la justice et la stabilité sociales. D'une manière générale, les participants ont souligné la nécessité de réorienter la politique macroéconomique vers l'emploi et la protection sociale, tel qu'indiqué par M^{me} Ghosh. M. Zhu a appelé à renforcer la capacité institutionnelle et à faire preuve de prudence quand il s'agit de mêler les politiques microéconomiques et macroéconomiques. Il a mentionné le programme pilote mis en œuvre conjointement par l'OIT et la CSI dans plusieurs pays (Bulgarie, Roumanie, République dominicaine et Zambie) et demandé son extension. M^{me} Ghosh, se référant à la suggestion de M^{me} Burrow, a déclaré que les conditions minimales requises pour le nouveau schéma de travail comprenaient la collecte de données sur l'emploi. Elle a demandé au FMI de procéder à la collecte de données mensuelles et trimestrielles.
- 15.** Plusieurs questions ont été soulevées dans la salle.
- 16.** Un délégué employeur du Pakistan a réitéré l'importance de l'emploi et de la justice sociale dans une économie mondialisée, et a défini l'application de l'Agenda global pour l'emploi comme un élément vital permettant de relever divers défis, y compris l'emploi des jeunes. Il a suggéré que l'emploi et les compétences des jeunes soient pris en considération lors des prochaines réunions du Conseil d'administration et de la Conférence internationale du Travail.
- 17.** Un délégué travailleur de l'Inde a demandé à M^{me} Katseli si le fait de faire partie de la zone euro était un obstacle face à la récente crise.
- 18.** Un délégué travailleur de l'Espagne a souligné que le FMI a réduit de moitié les prestations de chômage, alors que les prestations des travailleurs licenciés ainsi que les prestations en matière de santé et d'éducation étaient également réduites. Il s'est interrogé sur la continuation d'une telle politique de la part du FMI en dépit de tels échecs.
- 19.** Un délégué travailleur de la Bulgarie a souligné que son pays faisait partie du programme pilote du FMI, de l'OIT et de la CSI pour la gestion de la crise. Il a déclaré que la justice sociale signifiait le respect des droits et a ajouté que le gouvernement et les employeurs avaient récemment conclu un accord sur l'augmentation des salaires. Il a demandé au FMI de prendre part au débat mondial visant à promouvoir une répartition équitable.
- 20.** Un délégué employeur du Gabon a demandé à M. Clever quelles étaient les conséquences des multiples changements introduits dans le budget de l'Allemagne.

-
- 21.** Un délégué travailleur du Mexique a demandé comment un nouveau modèle économique et un ensemble d'outils intégrés pourraient être développés et appliqués dans le monde, et si ceux-ci pourraient être utilisés pour résoudre les questions relatives à l'emploi des jeunes et à l'économie informelle.
- 22.** Un délégué gouvernemental de la République dominicaine a demandé à M. Zhu de s'exprimer sur l'utilité des politiques axées sur l'être humain.
- 23.** En réponse, M. Clever a déclaré que l'Allemagne avait donné le mauvais exemple, ce qui avait mis en grande difficulté la dette publique de l'Union européenne. Il a ajouté que des données fiables seraient obtenues avec la réduction du secteur informel, qui sert à la fois les intérêts des employeurs et ceux des travailleurs. M^{me} Katseli a affirmé que la zone euro avait travaillé favorablement pour la Grèce, le pays ayant bénéficié d'une plus grande crédibilité, d'une réduction de l'inflation et de faibles taux d'intérêt, ce qui a finalement amélioré le niveau de vie du pays. En temps de crise, la zone euro a également permis à la Grèce d'avoir accès à des prêts conséquents de 110 milliards d'euros, en dépit de ses propres erreurs qui ont rendu le pays vulnérable aux spéculations financières. M^{me} Ghosh a condamné le calendrier établi pour l'assainissement budgétaire, le secteur public nécessitant plus de marge de manœuvre dans ses dépenses pour créer plus de demande. M. Zhu a remercié le délégué de la Bulgarie et s'est exprimé sur la façon dont le programme conjoint du FMI, de l'OIT et de la CSI concevait le marché du travail local et essayait d'ajuster les questions de l'emploi et des disparités de revenus à la croissance et aux modèles de macro-stabilité. M^{me} Burrow a appelé à une plus grande cohérence des politiques pour favoriser l'emploi, la durabilité et la justice sociale. M. Radwan s'est joint à elle dans ses remarques finales sur les piliers consacrant l'emploi dans les politiques économiques et sociales au niveau macroéconomique.

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
<i>Synthèse des discussions des panels (13 juin 2011)</i>	
Panel 2. «L'emploi et la justice sociale dans une économie qui se mondialise»	1

.....
• Le présent document a été tiré à un nombre restreint d'exemplaires afin de réduire autant que possible l'impact
• sur l'environnement des activités de l'OIT et de contribuer à la neutralité climatique. Nous serions
• reconnaissants aux délégués et aux observateurs de bien vouloir se rendre aux réunions munis de leurs
• propres exemplaires afin de ne pas avoir à en demander d'autres. Nous rappelons que tous les documents de
• la Conférence sont accessibles sur Internet à l'adresse <http://www.ilo.org>.
•
.....